



Appel solennel du Comité Laïcité République aux candidats aux élections législatives Remettre la laïcité au cœur des enjeux politiques !

Les alertes s'accumulent : Multiplication de prêts de structures municipales pour organiser des manifestations culturelles à caractère communautaire, vote favorable au port du burkini par des élus de la République dans les piscines municipales, instrumentalisation politique et religieuse du vote de concitoyennes et de concitoyens musulmans, appelés à s'exprimer dans les urnes en tant que croyants, ouverture prévue d'un grand pôle scolaire catholique intégriste de la Fraternité Saint-Pie X plaçant Dieu au-dessus des Droits de l'homme, banalisation des signes religieux dans le sport par les pouvoirs publics dans la perspective des JO de Paris 2024, ou encore, dernièrement, représentation de la République Française à une cérémonie de canonisation..., autant de remises en cause et d'attaques contre la République et la laïcité, en cette période déterminante d'élections législatives. La Laïcité, grande absente de l'élection présidentielle, ou tellement dévoyée que cela revenait à l'exclure, voit dans ces renoncements une nouvelle étape franchie. Nous sommes de plus en plus menacés par l'effacement progressif de la laïcité, par l'absence d'une vision, d'un espoir républicain à même de tous nous réunir.

Après avoir écarté le danger de l'extrême-droite, une nouvelle menace se profile. La présence, au sein du rassemblement de la gauche, d'une extrême-gauche anti-laïque, décoloniale, marquée par l'entrisme de l'islam politique, ne peut que vider la gauche de ses valeurs républicaines historiques. Derrière cet affichage, se fait jour une vision de notre société fondée sur la logique de la reconnaissance des minorités, et de sa représentation politique, qui encourage le communautarisme, en opposition totale avec l'idéal d'égalité. La libre diversité de chacun tant que la loi commune est respectée, garantie par l'universalisme républicain, ne saurait se confondre avec un "droit à la différence" conduisant à la "différence des droits". C'est l'assurance de la division des forces sociales, anéantissant leur capacité à jouer leur rôle en faveur de progrès pour tous. C'est tout le contraire d'un projet d'émancipation sociale, de liberté, de fraternité.

Le désintérêt croissant des Français pour la politique est un signe majeur d'une crise de la démocratie où trop de choses semblent se décider ailleurs, sans le peuple et même parfois contre lui, que les gouvernements aient été de droite ou de gauche. Ce constat d'un désenchantement généralisé appelle à prendre une grande initiative pour redonner du sens à la citoyenneté, à raviver l'intérêt pour les affaires de la cité. Ce retour sur notre démocratie ne peut se faire qu'au service de la République, de sa laïcité, à laquelle la dimension sociale a toujours été étroitement liée.

Face à ces graves dérives nous prenons à témoin l'ensemble de nos concitoyens, pour interpeller les candidats aux élections législatives, les organisations politiques et associatives du pays. C'est le pronostic vital de notre République qui est aujourd'hui engagé. Unissons-nous autour de cet appel solennel, diffusons-le partout où c'est possible, pour le faire résonner comme un marqueur historique, pour la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et la Laïcité !

Paris, le 16 mai 2022

Comité Laïcité République « *La laïcité n'est pas une opinion, c'est la liberté d'en avoir une* »

Maison des associations du 9^{ème} 54, rue Jean Baptiste Pigalle 75009 Paris - SIREN 450 320 346 – APE 9499Z

www.laicite-republique.org